

# La voix de l'opposition de gauche

## DOCUMENT

### DEUX ÉTUDES SUR LA COMPOSITION DES GILETS JAUNES

**15 janvier 2019**

Par Arnaud Durlach Blog : Le blog de Arnaud Durlach

Présentation de quelques études sociologiques récentes permettant d'avoir une idée des sensibilités politiques du mouvement des gilets jaunes.

On entend tout et son contraire sur le mouvement des gilets jaunes, la pluralité et l'hétérogénéité du mouvement permet de faire de nombreuses généralités bien souvent discutables. Quelques collectifs de chercheurs universitaires tentent cependant de faire des études sociologique et politiques sur ce mouvement, et montrent qu'il faut être prudent avant de tirer des conclusions hâtives concernant les penchant politiques des gilets jaunes.

Ces études méritent notre attention, voici deux d'entre elles copiées ici dans leur intégralité à partir de la base de donnée Europress:

#### **Étude 1**

« Gilets jaunes » : une enquête pionnière sur « la révolte des revenus modestes » Tribune parue dans le monde du mercredi 12 décembre 2018

Mise à jour du 21 Janvier 2019:

Face aux critiques, les chercheurs de cette étude ont précisé la méthodologie employée, bien plus poussée que ce qu'une première lecture pourrait laisser croire, la voici, telle que rapportée dans un billet de Chloé LePrince sur France Culture du 18 Janvier 2019 (1):

" Ce premier état des travaux du collectif de chercheurs (qui fédère large autour de Sciences-Po Bordeaux, de l'INRA et du CNRS) s'ancre plus particulièrement sur une l'enquête menée par treize d'entre eux, par questionnaire. Mais "questionnaire" ne signifie pas "réponses écrites" : pour obtenir des réponses "plus riches" et des témoignages "plus longs", les chercheurs ont déroulé ces questionnaires dans le cadre d'entretiens de vive voix, en face-à-face, allant rencontrer les "gilets jaunes" sur les lieux de leur mobilisation - essentiellement "des ronds-points" et dans la rue, durant les journées de manifestation.

Sur les vingt-huit questions posées à tout le monde, cinq étaient ce qu'on appelle "des questions ouvertes", mais même pour les questions dites "fermées" (qui appellent théoriquement des réponses brèves), les enquêtés ont pu parfois fournir des réponses plus détaillées que prévues. "Concernant les sujets abordés, 15 questions portent sur les motivations des participants, les réformes souhaitées, les modes d'action privilégiés et leur rapport au politique ; les 13 dernières

portent sur le profil sociodémographique des personnes mobilisées”, précisent encore les chercheurs.

En tout, 166 questionnaires (700 aujourd'hui) ont été analysés entre le 24 novembre et la publication des résultats, le 10 décembre. Ces questionnaires ont été distribués au cours des deuxième et troisième journées de mobilisation des "gilets jaunes", appelées parfois "acte II" et "acte III" (le 24 novembre et le 1er décembre), dans six zones géographiques :

Bordeaux et sa région

Marseille

Caen et sa région

Rennes

Montpellier

Grenoble et sa région

“Pour cette enquête, nous avons décidé de nous concentrer sur les personnes actives dans le mouvement, ayant participé au moins à une manifestation ou un blocage”, précise le collectif. Ce qui ressort de ces questionnaires est loin d'invalider les premières esquisses d'analyse qui ont pu être formulées depuis la toute première journée de mobilisation, le 17 novembre. Les travaux de terrain les précisent, plutôt.”

Les chercheurs de ce collectif ont continué à travailler et ont actuellement une étude basée sur 700 questionnaires (2) de ce type, se rapprochant ainsi d'un échantillon plus représentatif.

(1) <https://www.franceculture.fr/sociologie/gilets-jaunes-ce-que-la-toute-premiere-enquete-raconte-de-la-revolte>

(2) <https://www.franceculture.fr/sociologie/les-chercheurs-sont-ils-condamnes-a-dire-nimporte-quoi-des-gilets-jaunes>

Les premiers résultats d'une étude de sociologues, politologues et géographes sur cette mobilisation démontrent que les manifestants portent des revendications sociales plutôt que nationalistes

Collectif

S'il n'y a pas de portrait type des manifestants, puisqu'une des caractéristiques du mouvement est sa diversité, les « gilets jaunes » sont d'abord des personnes, hommes et femmes, qui travaillent (ou, étant retraités, ont travaillé), âgées de 45 ans en moyenne, appartenant aux classes populaires ou à la « petite » classe moyenne. Les résultats, encore très provisoires, présentés ici s'appuient sur l'analyse de 166 questionnaires distribués auprès des participants aux actions sur les ronds-points et aux péages, ou lors des manifestations des 24 et 1er décembre, par une équipe d'une dizaine de chercheurs et d'étudiants. (Note: plus de 700 questionnaires ont été réalisés et analysés depuis la publication de cette étude, voir la mise à jour au dessus)

Une surreprésentation des employés et une sous-représentation des cadres Certaines catégories apparaissent comme particulièrement surreprésentées au sein des « gilets jaunes » qui nous ont répondu. C'est le cas des employés, qui constituent 33 % des participants (soit 45 % des actifs présents, -contre 27 % de la population active française). Ils sont plus de deux fois plus nombreux

que les ouvriers, qui représentent 14 % des participants. Les artisans, commerçants et chefs d'entreprise sont également particulièrement nombreux : 10,5 % des participants (14 % des actifs présents, contre 6,5 % de la population active française).

A l'inverse, les professions intermédiaires et les cadres sont peu représentés : les premiers comptent pour 10 % des participants (13 % des actifs présents, contre 26 % de la population active française); les seconds sont à peine 5 % des participants (7 % des actifs présents, contre 18 % de la population active française) dans les cortèges et blocages qui ont eu lieu entre le 24 novembre et le 1er décembre. Un quart des participants au mouvement des « gilets jaunes » appartiennent à la catégorie « inactifs »; pour la majeure partie, il s'agit de retraités.

Des manifestants « d'âge moyen » Les « gilets jaunes » participant à l'enquête ont en moyenne 45 ans, un peu plus que l'âge moyen de la population française, qui s'élève à 41,4 ans. Les classes d'âge les plus mobilisées sont les 35-49 ans (27,2 %), puis les 50-64 ans (26,6 %) et les 25-34 ans. Les 18-24 ans représentent 6,2 % des participants; les plus de 65 ans, 17,3 %.

Un mouvement mixte Les hommes (54 %) sont un peu plus nombreux que les femmes (45 %). Cependant, la forte proportion de femmes, appartenant souvent aux classes populaires, une catégorie sociale traditionnellement peu mobilisée politiquement, est un fait notable. On y lit une propension de femmes à manifester identique à celle que nous avons observée dans les cortèges des 24 novembre et 1er décembre. Un écart comparable (55 % d'hommes, 44 % de femmes parmi les répondants) était observé dans le questionnaire administré dans La Manif pour tous du 16 octobre 2016.

Les femmes ont toujours manifesté, comme le montrent de nombreux travaux historiques. Elles sont en revanche ici plus visibles. A cela plusieurs raisons : sans porte-parole officiel, représentants syndicaux et politiques, qui sont habituellement des hommes, et en absence de structures, les médias sont contraints de tourner le regard vers les participantes et participants « ordinaires ». La forte dimension sociale du -conflit et la centralité des revendications sur les conditions matérielles d'existence dans le mouvement social participent à la visibilité des femmes.

Une surreprésentation des bacheliers et des titulaires de CAP et BEP Quelque 20 % des personnes interrogées sont diplômées du supérieur (contre 27 % de la population générale, données Insee 2014); 5 % des participants ont un bac + 4 et au-delà, tandis que les deux niveaux de diplôme les plus représentés sont les détenteurs de BEP et CAP, qui sont 35 % (contre 24 % dans la population générale), et les bacheliers (29,3 % des répondants, contre 16,5 % de la population générale). Seuls 15,4 % des participants ont un diplôme inférieur au brevet (31,4 % de la population générale). Toutefois, le 8 décembre, nous avons reçu davantage de réponses de la part de personnes ayant un diplôme de master ou équivalent. Se dessine ainsi une population de participants ayant des niveaux de qualification intermédiaires.

Des mobilisés aux revenus modestes Quelque 55 % des répondants nous déclarent être imposables (une proportion presque identique à la population générale) et 85 % indiquent posséder une voiture. Le revenu médian du foyer déclaré représente 1 700 euros par mois, soit environ 30 % de moins que le revenu médian moyen déclaré de l'ensemble des ménages (enquête « Revenus fiscaux et sociaux » 2015 de l'Insee). Les participants aux actions des « gilets jaunes » sont donc pour la majorité d'entre eux des individus aux revenus modestes. Ils n'appartiennent pas aux catégories les plus précarisées économiquement : 10 % d'entre eux déclarent avoir un revenu inférieur à 800 euros par mois (contre 519 euros pour les 10 % des ménages français les plus pauvres).

Des primo-manifestants en nombre et des modes d'action variés Pour presque la moitié des répondants (47 %), le mouvement des « gilets jaunes » constitue leur première mobilisation. Seuls 44 % ont déjà participé à une grève. Il s'agit donc de participants peu rompus à l'action collective. Aux questions posées sur les formes d'action collective que la personne serait prête à accomplir

ou à laquelle elle a déjà participé, la manifestation est le mode d'action le plus plébiscité (81 %), suivi par la pétition (69,4 % d'entre eux déclarent en avoir déjà signé une). Presque 9 participants sur 10 rejettent les modes d'action impliquant des violences aux biens, mais 58,8 % d'entre eux se déclarent par exemple prêts à occuper un bâtiment administratif. La moitié exclut également l'idée d'aller manifester à Paris, les répondants évoquant des raisons économiques, la violence et la nécessité de rester visible en province pour justifier ce choix. Sur le consentement à l'impôt, seuls 5 % des participants déclarent avoir déjà refusé de payer l'impôt, tandis que 58,4 % l'excluent complètement comme moyen d'action. Des analyses séparées ont d'ailleurs relevé très peu de différences entre les réponses des hommes et des femmes.

Un rejet des organisations représentatives traditionnelles et des orientations politiques atypiques Notre enquête confirme également le large rejet des organisations représentatives traditionnelles : 64 % considèrent que les syndicats n'ont pas leur place dans le mouvement, 81 % pensent de même pour tous les partis politiques.

Ce rapport de distance ou de méfiance à l'égard du système de représentation institué se retrouve lorsque les répondants sont invités à se situer sur l'échelle gauche-droite. La réponse dominante consiste à se déclarer comme apolitique, ou « ni de droite ni de gauche » (33 %). En revanche, parmi ceux qui se positionnent, 15 % se situent à l'extrême gauche, contre 5,4 % à l'extrême droite; 42,6 % se situent à gauche, 12,7 % à droite et, surtout, seulement 6 % au centre. En comparaison, un sondage conduit par Ipsos en avril montrait que 22 % des Français rejettent le clivage gauche-droite, quand 32 % se situent à gauche et 39 % à droite. Cette grande diversité du rapport au politique est un élément majeur de la singularité du mouvement.

Les motivations : pour le pouvoir d'achat et contre une politique favorable aux riches Pour les répondants, il s'agit moins d'une révolte contre une taxe en particulier, ou pour la défense de l'usage de la voiture, qu'une révolte contre un système fiscal et de redistribution jugé inique. Une révolte contre les inégalités, mais aussi contre une parole politique qui les méprise et les infériorise symboliquement. Il s'agit à la fois de défendre leur pouvoir d'achat et leur accès à un standard de vie (notamment les loisirs, de plus en plus inaccessibles) et d'une exigence de respect à leur égard et de reconnaissance de leur dignité de la part du personnel politique (gouvernement et président de la République).

Nous avons invité les participants à s'exprimer sur leurs motivations à travers une question ouverte en début du questionnaire (« Pourquoi manifestez-vous aujourd'hui? »). Un pouvoir d'achat trop faible est le premier motif évoqué (plus de la moitié des répondants). Plusieurs personnes se plaignent de ne plus pouvoir s'offrir le moindre plaisir (« J'ai la vingtaine et j'ai pas une thune. Si je veux sortir, je dois me mettre à découvert. »). Des mères de famille nous font part de leurs fins de mois difficiles (« J'aimerais bien que mes enfants puissent avoir à manger dans leurs assiettes, et pas que des patates les deux dernières semaines du mois »), qui entraînent parfois des difficultés de logement, dont ont témoigné aussi bien des jeunes étudiants (« Je n'ai pas les moyens de me loger, je vis dans la dépendance d'une amie. ») que cette mère de famille (« Nous étions obligés de descendre dans le Sud pour vivre chez ma belle-mère. »).

Suit, dans la liste des motivations, le fardeau fiscal trop important (69 répondants, dont 18 qui pointent explicitement le prix élevé du carburant). Près d'un sur cinq déclare être là pour protester contre le gouvernement actuel et demande la démission d'Emmanuel Macron, évoquant l'« arrogance » de l'exécutif. Les termes de « monarchie », d'« oligarchie » ou de « dictature » reviennent pour souligner son caractère illégitime. On voit poindre le 24 novembre, puis se confirmer le 1er décembre, la demande de réformes institutionnelles. Un dixième des enquêtés demandent des réformes institutionnelles. Cette tendance semble accentuée chez les participantes et participants aux cortèges du 8 décembre.

Une deuxième question ouverte portait sur les mesures que le gouvernement devrait prendre pour répondre aux revendications des « gilets jaunes ». La réponse la plus fréquente est sans surprise

une baisse des taxes et impôts, évoquée spontanément par un tiers des répondants. Pour 48 enquêtés, des mesures pour augmenter le pouvoir d'achat sont également nécessaires. Parmi eux, 28 personnes demandent une augmentation du smic, voire des salaires en général, 14 une augmentation générale du pouvoir d'achat, 8 une augmentation des retraites. Des demandes de redistribution des richesses reviennent dans les réponses de 36 participants : 19 demandent spontanément la réintroduction de l'ISF, 5 une répartition plus juste des impôts.

Plus d'un cinquième des répondants demandent d'ailleurs tout simplement que le gouvernement écoute les citoyens, « qu'il se mette à [leur] place ». Il s'agit ainsi d'une des préoccupations principales des personnes rencontrées. Enfin, une des spécificités de ce mouvement est la présence de revendications institutionnelles, en plus des revendications sociales. Ainsi, 26 personnes ont déclaré que des réformes institutionnelles importantes seront nécessaires pour qu'elles puissent considérer que le mouvement est un succès : 18 en demandant des changements parfois fondamentaux (par exemple, en réclamant une « réforme totale de l'Etat », « un autre système politique »), 8 en demandant la fin des privilèges des parlementaires et 4 en se disant convaincus de la nécessité d'une VI<sup>e</sup> République.

Il est à noter que seulement 2 des 166 personnes interrogées ont mentionné la gestion de l'immigration dans leurs réponses aux deux questions présentées. Cela invite à reconsidérer les analyses qui font du mouvement une émanation de l'extrême droite.

Les deux principales motivations des personnes mobilisées apparaissent donc comme étant une plus grande justice sociale (qu'il s'agisse d'un système fiscal faisant davantage participer les plus aisés, d'une meilleure redistribution des richesses ou encore du maintien des services publics) et la demande d'écoute de la part du pouvoir. Au -contraire, les revendications nationalistes, liées notamment à l'identité ou à l'immigration, sont très marginales, démentant l'idée d'un mouvement qui serait noyauté par les électeurs ou les militants du Rassemblement national. Comme le souligne le sociologue Alexis Spire, auteur de *Résistances à l'impôt, attachement à l'Etat* (Seuil, 312 pages, 22 euros), c'est avant tout le sentiment d'injustice fiscale, plus prégnant chez les classes populaires, qui explique cette mobilisation.

En résumé, cette révolte est bien celle du « peuple » - comme se revendiquent nombre de personnes interrogées au sens des classes populaires et des « petites » classes moyennes, celle des revenus modestes. Dès lors, plusieurs éléments font des « gilets jaunes » une -contestation singulière par rapport aux mouvements sociaux des dernières décennies. Outre son ampleur, la forte présence des employés, des personnes peu diplômées, des primo-manifestants et, surtout, la diversité des rapports au politique et des préférences partisans déclarées font des ronds-points et des péages des lieux de rencontre d'une France peu habituée à prendre les places publiques et la parole, mais aussi des lieux d'échange et de construction de collectifs aux formes rarement vues dans les mobilisations.

#### **Note(s) :**

Camille Bedock, Centre Emile-Durkheim, Sciences Po Bordeaux, CNRS; Antoine Bernard de Raymond, Irisso, université Paris-Dauphine, INRA; Magali Della Sudda, Centre Emile-Durkheim, Sciences Po Bordeaux, CNRS; Théo Grémion, diplômé d'un master de géopolitique et d'une maîtrise d'urbanisme; Emmanuelle Reungoat, Centre d'études politiques de l'Europe latine, université de Montpellier; Tinette Schnatterer, centre Emile-Durkheim, Sciences Po Bordeaux, CNRS

## Étude 2

Les gilets jaunes ont-ils une couleur politique ? Enquête publié dans l'Humanité du mercredi 19 décembre 2018

Profil sociologique, proximité politique... le collectif Quantité critique, coordonné par Yann Le Lann, maître de conférences en sociologie à l'université de Lille, a étudié 526 questionnaires recueillis auprès de gilets jaunes de toute la France.

Depuis le 17 novembre, le mouvement des gilets jaunes a attisé l'intérêt des sondeurs comme des chercheurs. Une approche empirique intéressante a été développée par un groupe de chercheurs de l'université de Bordeaux (1). Sa force est d'avoir analysé la mobilisation des gilets jaunes au plus près des participants qui occupent les ronds-points. Elle réussit à mettre en évidence les caractéristiques principales de l'ancrage social du mouvement, là où les sondeurs se sont principalement attachés à mettre en évidence le soutien populaire aux gilets jaunes. Cette enquête est donc décisive, parce qu'elle vient déconstruire les stéréotypes sur les classes populaires rurales et périurbaines, souvent considérées comme réactionnaires.

### Le rôle décisif des réseaux sociaux

Depuis ses débuts, la complexité de ce mouvement tient à son caractère protéiforme. Les actions menées au nom du mouvement sont en effet extrêmement diverses : barrage filtrant, manifestation, pétition Internet, etc. Ces différents registres d'action doivent amener les enquêteurs à multiplier les modes d'enquête pour saisir les multiples niveaux d'implication. Comme dans de nombreuses autres mobilisations populaires récentes, un nouveau facteur est décisif : l'usage des réseaux sociaux. C'est à travers de nombreux groupes Facebook, suivis, chacun, par des centaines de milliers de membres, que les gilets jaunes, semaine après semaine, ont pu se politiser et se coordonner, comme en témoigne l'enquête sur les commentaires Facebook (2) dirigée par des chercheurs de Toulouse. C'est donc par cette dimension centrale du numérique que nous avons tenté de comprendre les caractéristiques majeures des gilets jaunes. Notre collectif Quantité critique a diffusé un questionnaire sur les groupes Facebook investis par les gilets jaunes dans lequel nous proposons aux participants du mouvement de répondre à des questions concernant leurs situations d'emploi, leurs difficultés financières et leur rapport au politique. Nous avons ainsi recueilli 526 questionnaires entre le 23 et le 30 novembre.

### Classes populaires et écologie sous contrainte

Les résultats de notre enquête coïncident avec ceux des chercheurs de Bordeaux sur la question des caractéristiques sociales des personnes mobilisées. En effet, on remarque chez les répondants une surreprésentation des chômeurs (17,3 % de l'échantillon), des classes populaires, qui représentent 63,19 % des actifs de l'échantillon (ouvriers et employés). Notre enquête a plus de difficultés à saisir l'ampleur de la mobilisation des retraités, moins présents sur Facebook. L'importance de la mobilisation féminine est également un fait indiscutable. L'idée qu'il s'agit ici de classes populaires, souvent exclues du champ politique, qui prennent la parole se trouve donc confirmée par nos résultats.

Au début de la mobilisation, le gouvernement a tenté de construire une division artificielle entre ceux qui luttent pour l'écologie et les gilets jaunes, mouvement qui serait indifférent à ses enjeux. Les résultats de notre enquête témoignent d'une réalité bien différente.

Le rapport des gilets jaunes à l'écologie est déterminé par les contraintes très fortes qui s'exercent sur leur budget. 62 % ont du mal à boucler toutes leurs fins de mois, et 27 % affirment avoir parfois des fins de mois difficiles. Seuls 10 % n'ont jamais de problèmes d'argent. C'est pourquoi ils sont 93 % à surveiller leur consommation d'énergie. En revanche, ils sont pour la plupart contraints de

prendre la voiture pour aller sur leur lieu de travail (83 % l'utilisent comme moyen de transport principal). Ainsi, leur rapport à l'écologie est avant tout déterminé par les contraintes budgétaires et les limites du système de transport auquel ils ont accès. Cela ne les empêche pas de contribuer à certaines logiques écologiques d'un point de vue individuel, en tentant par exemple de privilégier les produits issus de circuits courts (63 %). Conscients qu'une « catastrophe écologique » se profile (ils sont 83 % à être d'accord avec cette affirmation), les gilets jaunes estiment que la solution à la crise écologique ne passe pas par des changements de comportements individuels mais par des réponses structurelles. Lorsqu'on leur propose de juger des actions politiques, ils se déclarent favorables à de nombreuses mesures politiques en faveur de l'écologie : ils sont 62,7 % à soutenir la réouverture des petites lignes ferroviaires, 64,4 % à être favorables à l'interdiction du glyphosate et 62,7 % à souhaiter la taxation du trafic aérien.

La mise en scène d'une opposition entre le mouvement des gilets jaunes et la lutte contre le réchauffement climatique, incarnée dans le mouvement social par la Marche pour le climat, ne semble donc pas résister à l'analyse, les gilets jaunes étant disposés à soutenir certaines réformes écologiques. La distinction entre les deux mouvements réside plutôt dans la composition sociale des participants qui se mobilisent, la Marche pour le climat rassemblant principalement du « salariat supérieur ». Des formes de convergences, encore minoritaires, ont d'ailleurs émergé lors de la manifestation pour le climat. Les slogans de la manifestation se sont tournés vers une meilleure articulation entre justice sociale et écologie. Certains participants n'ont d'ailleurs pas hésité à revêtir un gilet jaune.

### **Rapport au politique : d'où viennent-ils ? Où vont-ils ?**

Sur le rapport au politique, nos résultats diffèrent légèrement des résultats présentés par les chercheurs de l'université de Bordeaux. Il n'est pas évident que les participants qui se déclarent de gauche soient la principale composante du mouvement. En effet, 51 % des personnes interrogées ont refusé de se positionner sur l'axe gauche-droite, quand seulement 15 % se disent de gauche (dont 3,6 % très à gauche) et 11,6 % de droite (dont 7,2 % très à droite). Les personnes refusant de se positionner à droite ou à gauche semblent donc être très majoritaires (voir graphique p.6). Le mouvement contient pourtant une forme de polarisation politique très forte.

Lorsqu'on les interroge sur leur vote en 2017, Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon sont au coude-à-coude, avec 20 % des enquêtés pour chacun des deux candidats. Au-delà de la présence de deux électors dont les valeurs s'opposent largement, ce mouvement se singularise également par l'existence en son sein d'un troisième pôle, celui des abstentionnistes. Ils représentent 15 % de notre échantillon de gilets jaunes. Trois groupes au sein du mouvement sont d'un poids quasiment identique si l'on identifie un pôle de gauche Mélenchon-Hamon-Poutou-Arthaud (123 enquêtés), un pôle d'extrême droite Le Pen-Dupont-Aignan (120 enquêtés) et un pôle abstentionnistes-vote blanc (130 enquêtés).

### **Un travail pour marginaliser la tentation xénophobe**

Comment expliquer qu'une présence aussi importante d'électeurs de Marine Le Pen n'entraîne pas une politisation des gilets jaunes sur des thèmes xénophobes ? La première raison tient probablement dans les formes d'organisation de la base du mouvement, soucieuse de conserver l'unité. Les responsables des ronds-points ont souvent privilégié les revendications consensuelles. Les plateformes qui ont porté une voix de revendications au niveau national évoquent peu l'immigration. Par ailleurs, les médias ont joué un rôle central dans ce processus. Le malentendu entre les chaînes d'information en continu et le mouvement semble avoir été total. Elles ont ouvert leurs micros à des porte-parole antitaxes des zones périurbaines qui ont finalement souvent saisi cette occasion pour défendre des revendications salariales.

Le changement de regard des médias vis-à-vis des gilets jaunes a été tardif : un tournant est notable après la manifestation du 1er décembre et les images de dégradations de l'Arc de

triomphe. Cependant, cette évolution a été contrebalancée au sein du mouvement par une politisation à gauche de plus en plus importante. À partir de l'affaire des lycéens de Mantes, la question des violences policières installe le Rassemblement national dans une situation délicate, coincé entre la défense du mouvement et celle des forces de l'ordre, qui constituent pour lui un électorat crucial. À l'heure actuelle, le mouvement semble avoir pris majoritairement une dimension sociale, laissant de côté les tentations xénophobes. On le remarque notamment au travers du décrochage de soutien à droite ainsi que chez les soutiens LaRem (3). Les violences en manifestation et l'annonce du président ont sans doute influencé la volonté des sympathisants de droite (64 %) et de LaRem (93 %) de voir la mobilisation s'arrêter, tandis qu'à gauche (non socialiste), 72 % estiment que le mouvement doit se poursuivre. Lors de son allocution, Emmanuel Macron, en mettant la question migratoire parmi les questions portées par le mouvement, a tenté une réinterprétation du sens de la mobilisation. Les événements des prochaines semaines permettront de déterminer si le travail réalisé par la majeure partie des porte-parole, qui visait à ne pas polariser le mouvement sur cette question, a été fécond. Dans une séquence politique troublée, marquée par les attentats de Strasbourg, la question du sens que prendra la mobilisation portée par les gilets jaunes reste donc largement ouverte.

Collectif Quantité critique

Yann Le Lann, Zakaria Bendali, Gauthier Delozière, Paul Elek et Maxime Gaborit